

La fin du journalisme convivial

Faut-il, cette fois-ci encore, que notre presse fasse parler d'elle dans les prétoires, se réfugier dans les vieilles plaintes résignées du journaliste persécuté, se borner au classique étalage de nos anciens faits d'armes et au lancinant rappel de nos martyrs ? La condamnation de nos confrères d'*El-Watan*, Omar Belhouche et Chawki Amari, parce qu'elle concerne un titre symbolique, parce qu'elle est particulièrement lourde et parce qu'elle intervient précisément aujourd'hui, nous invite plutôt à un diagnostic lucide et courageux : la presse va devoir payer dans les conditions les plus défavorables, le prix de l'ingénuité et de la vanité. Par le verdict de Jijel en effet, le pouvoir vient de nous signifier, à l'approche de la présidentielle, la fin du pacte entre le renard et le poulailler, la fin de l'arrangement de 2004, la fin de l'illusoire journalisme convivial. Et donc le retour aux hostilités. Or, notre presse, plus fragile et plus seule que jamais, est trop handicapée pour affronter l'étape du bâton qui s'annonce. Elle a perdu quatre ans à croire au journalisme pacifié, ignorant qu'il était dans l'intérêt du régime de passer d'une phase de damnation de la presse à celle de son instrumentation. Quatre ans au bout desquels elle a perdu son âme et ses bastions. Regardons bien : la condamnation d'Omar Belhouche et Chawki Amari ne suscite aucune protestation de la part d'une société désabusée et déçue de ce que ses journaux indépendants se soient transformés en gazettes de cour. Mais il y a pire : il n'existe plus de forteresse à l'intérieur de la corporation pour dénoncer cette décision de la cour de Jijel et envisager une riposte devant la répression qui se profile. Car il s'en déroule bien une : avant nos deux confrères d'*El-Watan*, le directeur d'*Echourouk* avait écopé d'un an de prison sur plainte... de Khadafi.

Oui, pour s'être détachée de son tissu social, la presse se retrouve aujourd'hui bien seule. Durant quatre années, sous l'emprise d'une patiente stratégie de subornation qui ne disait pas son nom, elle a donné aux lecteurs l'image détestable d'une presse qui traitait avec désinvolture les angoisses de son époque, qui s'était fourvoyée dans des subordinations inqualifiables, une presse qui avait renoncé aux grandeurs dont elle avait héritées... Et durant quatre années, misant sur les vertus du journalisme pacifié, la presse algérienne a négligé de renforcer sa charpente intérieure, les citadelles de la profession : il n'y a plus de syndicat de journalistes, plus d'association des éditeurs. Et aujourd'hui bien seule

Une répression douce et une manipulation dure

A la décharge de nos amis, on peut comprendre qu'en 2004, la suspension du *Matin* et l'incarcération de son directeur avaient balisé le terrain pour un arrangement tacite entre la presse et le pouvoir. Devant la perspective de passer deux années au cachot, on peut aisément comprendre que mes confrères fussent conduits à adopter ce journalisme pacifié, toujours à la lisière de la forfaiture, mais suffisamment flexible pour ne pas déboucher sur une cellule d'El-Harrach. Le pouvoir algérien y trouvait son compte. Il venait de réaliser l'énorme coût politique du harcèlement de la presse : les régimes qui s'y adonnent sont vite disqualifiés aux yeux de l'opinion internationale. Bouteflika avait alors saisi que dans un monde où la démocratie et les élections sont devenues la seule source de légitimité reconnue, dans ce monde-là, la violence, en tant qu'instrument de perpétuation du pouvoir, a fini par acquiescer un prix trop élevé. Le postulat au Nobel de la paix qu'il fut ne l'oubliera pas. Et puis, à quoi bon réprimer le journaliste à une époque où les mondes virtuels de la télévision et d'internet ont triomphé ? Aussi, le pouvoir a-t-il vu dans ce trauma-

tisme l'opportunité de décrocher par la manipulation des esprits ce qu'il obtenait jusque-là par la répression : la stérilisation du verbe certes, mais aussi sa récupération. On passait d'une phase de damnation de la presse à celle de son instrumentalisation politique.

Dès 2005, le régime prend la décision : il ne frappera plus la presse, il va s'en servir. S'en servir pour rester au pouvoir. Soucieux de préserver ses positions dans un contexte où les pressions populaires venues « d'en bas » deviennent de plus en plus fortes, il découvrit tout l'intérêt qu'il y aurait à instaurer une démocratie dirigée, fondée sur une répression douce et une manipulation dure. Il va remodeler l'autoritarisme pour le mettre à l'heure de la démocratie. Créer l'illusion du pluralisme dans la vie politique algérienne. Son secret sera la création d'une réalité politique parallèle qu'il offrira à admirer au monde, une « démocratie sans représentation » avec ses partis qui n'ont ni personnel, ni membres, ni siège... ; avec ses initiés bien rémunérés qui se font passer pour les opposants les plus bruyants au régime. Et sa presse libre ! La démocratie dirigée, illusoire et factice, s'impose d'autant plus, en ce début du XXI^e siècle, que l'écart ne cesse en Algérie de se creuser entre les élus et l'électorat. Bouteflika va se servir des journaux algériens non seulement comme éléments de décor de sa démocratie de façade, mais aussi comme acteurs actifs ! Il va leur confier une tâche primordiale : assurer la représentation médiatique d'une réalité politique inexistante, celle-là même que le régime entend substituer à la représentation politique de valeurs, d'intérêts et d'idées, c'est-à-dire aux attributs fondamentaux de la vraie démocratie. Mes amis vont donc être invités à se prêter à la grande parodie qui consiste à téléguider des éléments institutionnels de la démocratie, comme les partis politiques, les élections et les médias, à la seule fin d'aider ceux qui sont au pouvoir à y rester. La démarche des hommes de Bouteflika fut un cocktail détonant de postmodernisme français et de manipulation façon Sécurité militaire ou KGB. Ce qu'ils ont emprunté aux postmodernes, c'est leur intuition de « l'irréalité de la réalité ». Ce qu'ils ont emprunté à la riche tradition de la police secrète algérienne ou du KGB soviétique, c'est la capacité des technologies à rendre réel l'irréel.

L'époque du brainstorming !

Le génie de Hachemi Djijar aura été d'avoir persuadé la presse algérienne de l'avantage qu'elle aurait en se transformant en régiments de tailleurs au service du régime. En été 2006, je l'entendais encore racoler avec talent : « Le temps du conflit avec la presse doit se terminer et je l'invite désormais à être aux côtés du pouvoir et pas contre lui. » Il savait que sa machiavélique proposition était infaillible : il existe peu d'esprits qui ne se laisseraient griser par la proximité de la cour royale. Il va alors faire de cette forme perverse de subornation sa principale stratégie de domestication de la presse. Dès son installation, il va entreprendre de transformer les dirigeants des journaux libres en acteurs de la démocratie de façade en leur faisant miroiter la périphérie du pouvoir. En leur octroyant un statut d'interlocuteurs officiels ! Rappelons-nous ces fameux brainstormings, ces stériles conciliabules avec les dirigeants de la presse, des séances de réflexions communes absolument inutiles mais dont l'insigne avantage est de donner au directeur du journal l'illusion d'avoir participé à la définition d'une politique de l'information en Algérie. Rappelons-nous aussi tous ces subterfuges aussi loufoques les uns que les autres pour intégrer les dirigeants de la presse dans la périphérie du pouvoir. Je me souviens du plus cocasse : ce match de football entre les direc-

Par Mohamed BENCHICOU

teurs de journaux et les ministres de Bouteflika, une pathétique chorégraphie entre gens bedonnants censée réunir des « protagonistes du pouvoir » organisée, comble de l'infamie, en commémoration de la Journée internationale de la liberté de la presse ! Mais il y eut aussi ce symposium surréaliste intitulé « presse-justice : confrontation ou dialogue ? » où l'on fit preuve de toutes sortes d'incongruités. On commença par y parler de justice indépendante avec Djamel Aïdouni, c'est-à-dire avec l'homme qui s'est prêté aux plus grosses machinations judiciaires au profit du régime, et qui, entre autres exploits, a ficelé le dossier qui devait me jeter en prison. On termina par proposer une version améliorée de l'union du renard et du poulailler : une justice aux ordres — dont fait partie le juge de Jijel — et une presse libre invitées à travailler la main dans la main ! C'était le temps, venez-vous, des leçons de « journalisme professionnel », assénées avec des airs doctes et une pudibonderie assassine, par une confrérie de Ponce Pilate qui se mettait en devoir de faire le procès des égarements d'en face, ceux de la « presse adolescente », celle qui n'a rien compris au métier. Leçon numéro une : le journalisme professionnel se mesure à la tranquillité qu'il procure à ceux qui le pratiquent. Leçon numéro deux : le journalisme professionnel s'apprécie au nombre de pages de publicité offertes par le clan présidentiel via l'Anep et au nombre de voyages effectués dans les bagages du chef de l'Etat ! Avec ces deux préceptes fondamentaux, dont on devine qu'ils sont de solides garanties pour l'exercice indépendant et « éthique » du métier, vous êtes blâmés pour le restant de votre carrière. Il suffit de suivre le prospectus de la presse convertie au jésuitisme, à la tartuferie, à la pierre et aux élégances de la hablerie. La presse algérienne diffame ? Mais bien sûr, messieurs, bien sûr ! On parle bien sûr de l'autre presse, pas celle qui voyage avec le Président, mais l'autre, celle qui paie ses factures d'imprimerie, l'autre qui se fait suspendre, traîner devant les juges, convoquer par les commissaires, cette presse immature et provocatrice qui se fait confisquer ses passeports et jeter en prison, ces gazettes à ce point ignares du journalisme professionnel qu'ils se font harceler par le fisc, harceler par les imprimeries, harceler par les policiers, les magistrats, les flics de Zerhouni, puis maintenant par leurs collègues érudits en déontologie et indignés par tant d'impunité envers les religions bouteflikiennes ! On en sortait, rappelez-vous, avec la conscience apaisée : Beliaoudouh, en fin de compte, n'était qu'un vulgaire diffamateur accablant la mafia locale, Hafnaoui Ghoul et Larabi méritaient bien leurs jours de prison qui croyaient s'attaquer aux notables d'El Bayadh au mépris de l'éthique et de la déontologie ! Que conclure ? Qu'il faut en finir avec le péché de notre presse : si elle se retrouve seule aujourd'hui pour s'être tant émerveillée de ce que Bouteflika l'invitait à un armistice, c'est parce qu'elle s'est mésestimée. Elle s'est oubliée dans les passions lubriques et dérisoires de l'argent et des connivences. Elle a renoncé à son identité. A ses racines. Et donc à sa seule source de puissance. Elle croyait devoir sa survie aux puissants alors qu'elle l'a imposée par son histoire. Pourtant, si le pouvoir fut conduit à négocier une trêve, c'est bien parce qu'il avait perdu la bataille de trois ans menée contre la presse. Alors, s'il y a un secret de jouvence de la presse libre algérienne, c'est bien celui-là : revenir à ses racines. Faire porter la presse libre par un mouvement social plutôt que de la marchander avec le régime. Ne plus jamais craindre de déplaire... Et tous les juges, de Jijel et d'ailleurs, trouveront à qui parler.

M. B.

DÉCLARATION DU COMITÉ DES CITOYENS POUR LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE CCDD

Le harcèlement contre les libertés s'accroît !

Pour museler la presse indépendante, en cette période de course indigne pour un troisième mandat et pour une révision constitutionnelle maintenant le statut quo, le pouvoir actionne, encore une fois, la justice, pour condamner le directeur d'*El Watan* et un journaliste à la prison ferme après avoir condamné le correspondant d'*El Chourouk* à une forte amende.

Le CCDD dénonce ce verdict inadmissible, un verdict qui s'appuie sur un code pénal rétrograde dont l'abrogation des articles pénalisant le délit de presse est une des conditions essentielles pour protéger la liberté d'expression et d'information. En ces moments où la réduction des libertés s'accroît à tous les niveaux (opinion, syndicats, information...), le CCDD se déclare solidaire avec les journalistes condamnés et interpelle l'opinion nationale et internationale sur la gravité de la répression de plus en plus prononcée contre les libertés. Une solidarité agissante est plus que jamais nécessaire.

Le bureau national du CCDD

Communiqué de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme

Suite à la condamnation par la cour de justice de Jijel du directeur du journal *El Watan*, Omar Belhouche et du journaliste Chawki Amari à deux mois de prison ferme, la LADDH exprime sa solidarité aux deux journalistes et à l'ensemble de la presse écrite. La LADDH, tout en rappelant sa position de principe concernant les libertés d'expression et d'opinion, considère que de telles condamnations constituent une remise en cause du droit à la liberté d'expression consacrée dans la Constitution et par le pacte international des droits civils et politiques, notamment dans son article 19. La LADDH qui milite pour la dépenalisation du délit de presse, appelle à une large mobilisation dans la société en faveur des libertés au moment où d'autres journalistes dans différentes wilayas risquent des condamnations similaires.

Me Bouchachi Mostefa, président

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) réagit

Nous avons été surpris et nous sommes profondément indignés par ce verdict définitif prononcé mardi à l'encontre de nos deux confrères d'*El Watan*, Omar Belhouche et Amari Chawki, par la cour de Jijel. Nous le sommes d'autant plus que cette sentence politique prévoit l'emprisonnement de nos deux confrères alors même que le pouvoir s'était publiquement engagé à cesser la cabale judiciaire contre la presse pour délit de presse. Convinqu que ce verdict politique traduit une volonté claire de punir *El Watan* pour sa ligne éditoriale, le Syndicat national des journalistes (SNJ) appelle les autorités à reconsidérer immédiatement cette sentence et cesser définitivement le chantage judiciaire pour faire rétrécir davantage la liberté de la presse et d'expression en Algérie.

PL Syndicat national des journalistes, le secrétaire général par intérim, Kamel Amari

RCD : «La tentation de la violence se précise»

Omar Belhouche et Chawki Amari, respectivement directeur de la publication et chroniqueur au quotidien *El Watan*, viennent d'être condamnés en appel à deux mois de prison ferme. Le RCD dénonce avec fermeté cette atteinte à la liberté et assure ces deux journalistes de son soutien et à travers eux l'ensemble des Algériens qui se battent quotidiennement pour que la libre expression soit une réalité dans notre pays.

Après les violations récurrentes de la Constitution, cette sanction résonne comme un sinistre avertissement adressé à tout citoyen qui refuse la loi de la tribu. Le pouvoir qui a mobilisé, dans un pitoyable scénario, ses clientèles pour demander le prix Nobel de la paix à son premier responsable, cherche à ruser avec l'étranger pour mieux asservir la nation. L'incohérence, l'imprévisibilité et la violence sont toujours des signes annonciateurs de grands périls pour la liberté des peuples.

Omar Belhouche et Chawki Amari doivent être protégés par tous les patriotes. Leur liberté est la nôtre. Cet abus témoigne, si besoin est, que le régime ne veut pas et ne peut plus prétendre à la gestion saine et transparente de la vie publique. Il s'agit plus que jamais d'assumer l'alternative qui instaure un Etat de droit, seul garant de liberté et de sécurité des citoyens.